PDBCA 021

PROJECT GRANT AGREEMENT
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

("COOPERATING COUNTRY")
AND
THE UNITED STATES OF AMERICA
ACTING THROUGH
THE AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT
("A.I.D.")

FOR

AGRICULTURE EDUCATION II

Dated

Project No. : 631-0066

ARTICLE 1: The Agreement

The purpose of this Agreement is to set out the understandings of the parties named above ("Parties") with respect to the undertaking by the Cooperating Country ("Government") of the Project described herein, and with respect to the financing of the Project by the Parties.

ARTICLE 2: The Project

Section 2.1. Definition of Project

The Project, further described in Annex I, will continue to develop the University Center at Dschang (UCD) into an efficiently operating institute of Higher learning in Agriculture capable of providing superior and relevant teaching, research, and outreach serving agriculture and agribusiness. In this second phase A.I.D. will provide additional technical assistance, training and commodities to complete curriculum reform and administrative restructuring.

SECTION 2.2. Incremental Nature of Project

Annex I, attached, amplifies the definition of the Project contained in Section 2.1. and forms part of this Agreement.

ACCORD DE SUBVENTION AU PROJET
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
DU CAMEROUN
("LE GOUVERNEMENT")
ET
LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
REPRESENTE PAR
L'AGENCE AMERICAINE POUR
LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL
("A.I.D.")

POUR

ENSEIGNEMENT AGRICOLE II

En Date du

N° du Projet : 631-0066

ARTICLE 1: L'Accord

Le présent accord a pour but de fixer les engagements des parties dénommées ci-dessus ("Parties") en ce qui concerne l'exécution par le Pays coopérant ("Gouvernement") du projet décrit ci-après, et en ce qui concerne le financement dudit projet par les Parties.

ARTICLE 2: Le Projet

Section 2.1. Définition du Projet

Le projet, davantage décrit à l'Annexe I, poursuivra le développement du Centre Universitaire de Dschang (CUD) pour en faire une institution efficace d'enseignement supérieur agricole capable de fournir un enseignement supérieur, une recherche et des services de vulgarisation appropriés dans les domaines de l'agriculture et des activités agro-commerciales. Au tire de la seconde phase du projet, l'A.I.D. fournira une assistance technique supplémentaire, des possibilités de formation et des biens d'équipement pour achever la réforme des programmes et la restructuration administrative.

SECTION 2.2. Caractère progressif du projet

L'Annexe I ci-jointe précise la définition du projet figurant à la section 2.1. et fait partie intégrante du présent Accord.

Within the limits of the definition of the Project in this Section 2.1., elements of the amplified description stated in Annex I, including the attached Financial Plan, may be changed by written agreement of the authorized representatives of the Parties named in Section 8.2., without formal amendment of this Agreement.

(a) A.I.D.'s contribution to the Project will be provided in increments, the initial one being made available in accordance with Section 3.1. of this Agreement. Subsequent increments will be subject to availability of funds to A.I.D. for this purpose, and to the mutual agreement of the Parties, at the time of a subsequent increment, to proceed.

(b) Within the overall Project Assistance Completion Date stated in this Agreement, A.I.D., based upon consultation with the Government, may specify in Project Implementation Letters appropriate time periods for the utilization of funds provided by A.I.D. under an individual increment of assistance.

ARTICLE 3: Financing

Section 3.1. The Grant

(a) To assist the Government to meet the cost of carrying out the Project, A.I.D., pursuant to the Foreign Assistance Act of 1961, as amended, agrees to grant the Government under the terms of this Agreement not to exceed Two Million United States ("U.S.") Dollars ($2,000,000) ("Grant"). The Grant may be used to finance foreign exchange costs, as defined in Section 6.1., and local currency costs, as defined in Section 6.2., of goods and services required for the Project.

Section 3.2. Government Resources for the Project

(a) The Government agrees to provide or cause to be provided for the Project all funds, in addition to the Grant, and all other resources required to carry out the Project effectively and in a timely manner.

Dans les limites de la définition du projet telle que donnée dans cette section 2.1., les éléments de la description détaillée figurant à l'Annexe I, y compris le plan de financement ci-joint, pourront être modifiés par accord écrit des représentants autorisés des parties désignées dans la section 8.2., sans qu'un amendement officiel du présent Accord soit nécessaire.

(a) La contribution de l'AID au projet sera débloquée par tranches, la première s'effectuant conformément aux dispositions de la section 3.1. du présent Accord. Les tranches ultérieures seront fonction de la disponibilité des crédits alloués à l'AID à cet effet et de l'accord mutuel des Parties pour poursuivre le financement.

(b) Dans les limites de la Date d'Expiration de l'Assistance au Projet énoncée dans le présent accord, l'AID, suite à des consultations avec le gouvernement, pourra préciser dans des Lettres d'Exécution du Projet, les périodes appropriées pour l'utilisation des crédits fournis par l'AID dans le cadre d'une tranche d'aide.

ARTICLE 3: Financement

Section 3.1. La Subvention

(a) Pour aider le Gouvernement à faire face au coût d'exécution du projet, l'A.I.D., en application de la loi sur l'Aide aux Nations Etrangères de 1961, telle qu'amendée, convient d'octroyer au Gouvernement, aux termes du présent Accord, un montant maximum de Deux Millions de dollars des Etats-Unis (2 000 000 $) ("Subvention"). Cette subvention pourra servir à financer les dépenses en devises, telles que définies à la section 6.1., et les dépenses en monnaie locale telles que définies à la section 6.2 pour les biens et services nécessaires au projet.

Section 3.2. Apport du Gouvernement au Projet

(a) Le Gouvernement convient de fournir ou de faire en sorte que soient fournis au Projet tous les crédits, en complément de la Subvention, et toutes les autres ressources nécessaires pour exécuter le Projet effectivement et en temps opportun.

(b) The resources provided by the Government for the Project will be not less than 1,677,000,000 FCFA, including costs borne on an "in-kind" basis such as personnel, infrastructure, and other operating and training expenses (see the Financial Plan attachment to Annex I for a breakdown of the Government's contribution to the Project).

Section 3.3. Project Assistance Completion Date

(a) The "Project Assistance Completion Date" (PACD), which is December 31, 1997 or such other date as A.I.D. agrees to in writing, is the date by which the Parties estimate that all services financed under the Grant will have been performed and all goods financed under the Grant will have been furnished for the Project as contemplated in this Agreement.

(b) Except as A.I.D. may otherwise agree in writing, A.I.D. will not issue or approve documentation which would authorize disbursement of the Grant for services performed subsequent to the PACD or for goods furnished for the Project, as contemplated in this Agreement, subsequent to the PACD.

(c) Requests for disbursement accompanied by necessary supporting documentation prescribed in Project Implementation Letters are to be received by A.I.D. or any bank described in Section 7.1. no later than nine (9) months following the PACD, or such other period as A.I.D. agrees to in writing. After such period, A.I.D., giving notice in writing to the Government, may at any time or times reduce the amount of the Grant by all or any part thereof for which requests for disbursement, accompanied by necessary supporting documentation prescribed in Project Implementation Letters, were not received before the expiration of said period.

(b) La Contribution du Gouvernement au Projet ne sera pas inférieure à 1 677 000 000 FCFA, y compris les ressources fournies en nature telles que le personnel, les infrastructures et autres dépenses de fonctionnement et de formation (voir plan de financement joint à l'Annexe I pour le détail de la contribution du Gouvernement au projet).

Section 3.3. Date d'Expiration de l'Assistance au Projet

(a) La "Date d'Expiration de l'Assistance au Projet" qui est fixée au 31 décembre 1997 ou à toute autre date à laquelle l'A.I.D. pourra donner son accord par écrit, constitue la date à laquelle les Parties estiment que tous les services financés dans le cadre de la subvention auront été accomplis et tous les biens financés dans le cadre de la subvention auront été fournis au projet, tels que prévu au présent Accord.

b) A moins que l'A.I.D. n'en convienne autrement par écrit, l'A.I.D. ne peut émettre ou approuver des documents autorisant le déboursement de la Subvention pour des services accomplis après la Date d'Expiration de l'Assistance au Projet, ou pour des biens fournis au projet, tel que prévu par le présent Accord, mais après ladite date.

(c) Des demandes de déboursement accompagnées des documents justificatifs stipulés dans les Lettres d'Exécution du Projet, devront être reçues par l'A.I.D. ou toute autre banque mentionnée à la Section 7.1. au plus tard neuf (9) mois après la Date d'Expiration de l'Assistance au Projet, ou toute autre période à laquelle l'A.I.D. aura consenti par écrit. Après cette période, l'A.I.D. pourra, par avis écrit au Gouvernement, réduire à tout moment, tout ou partie de la subvention pour laquelle les demandes de déboursement, accompagnées des documents justificatifs nécessaires stipulés par les Lettres d'Exécution de Projet, n'auront pas été reçues avant l'expiration de ladite période.

Article 4: Condition Precedent to Disbursement

Section 4.1. First Disbursement

Prior to the first disbursement of the Grant, or to the issuance by A.I.D. of documentation pursuant to which disbursemment will be made, the Government will, except as A.I.D. may otherwise agree in writing, furnish to A.I.D., in form and substance satisfactory to A.I.D., a statement of the name of the person holding or acting in the office of the Government specified in Section 8.2., and of any additional representatives, together with a specimen signature of each person specified in such statement.

Section 4.2. Notification

When A.I.D. has determined that condition precedent specified in Section 4.1. has been met, it will promptly notify the Government.

Section 4.3. Terminal Dates for Condition Precedent

If the condition specified in Section 4.1 has not been met within 90 days from the date of this Agreement, or such later date as A.I.D. may agree to in writing, A.I.D., at its option, may terminate this Agreement by written notice to the Government.

Article 5: Special Covenants

Section 5.1. Project Evaluation

The Parties agree to establish an evaluation program as part of the Project. Except as the Parties may otherwise agree in writing, the program will include, during the implementation of the Project and at one or more points thereafter:

(a) evaluation of progress toward attainment of the objectives of the Project;

Article 4: Condition Préalable au Déboursement

Section 4.1. Premier Déboursement

Avant le premier déboursement de la subvention, ou avant l'émission par l'A.I.D. de documents autorisant le déboursement, le Gouvernement fournira à l'A.I.D., sauf si l'A.I.D. en convient autrement par écrit, une déclaration lui donnant satisfaction quant au fond et à la forme, et mentionnant le nom de la personne titulaire du poste administratif spécifiée à la Section 8.2., ou de la personne en assurant l'intérim, et de tout autre représentant supplémentaire, ainsi qu'un spécimen de signature de chacune des personnes mentionnées dans ladite déclaration.

Section 4.2. Notification

Dès que l'A.I.D. aura déterminé que la condition préalable spécifiée à la Section 4.1. a été remplie, elle en avisera rapidement le Gouvernement.

Section 4.3. Dates Limites de la Condition Préalable

Si la condition spécifiée à la Section 4.1. n'a pas été remplie dans les 90 jours qui suivent la date du présent Accord, ou toute autre date ultérieure à laquelle l'A.I.D. pourra consentir par écrit, l'A.I.D., à sa discrétion, pourra résilier le présent Accord par notification écrite au Gouvernement.

Article 5: Accords Spéciaux

Section 5.1. Evaluation du Projet

Les Parties conviennent de mettre en place un programme d'évaluation qui fera partie intégrante du projet. Sauf accord écrit des Parties, le programme comportera, pendant toute la durée de mise en oeuvre du Projet et à un ou plusieurs moments donnés:

(a) évaluation des progrès dans la réalisation des objectifs du Projet;

(b) identification and evaluation of problem areas or constraints which may inhibit such attainment;

(c) assessment of how such information may be used to help overcome such problems; and

(d) evaluation, to the degree feasible, of the overall development impact of the Project.

Section 5.2. Implementation Covenants

Unless the parties agree otherwise in writing, the Cooperating Country covenants to grant UCDs the authority and responsibility to:

(a) Establish and utilize criteria for the selection and appointment of persons to faculty status which will make successful completion of advanced training a prerequisite for retention as a faculty members;

(b) Provide medical and hospitalization insurance for UCDs personnel receiving technical training in third countries;

(c) Select and hire UCDs personnel without necessity for prior review or approval by other offices or Ministries of the Cooperating Country;

(d) Administer all aspects of student scholarship benefits and award full or partial scholarships, based on financial need, to students who have met the entrance examination requirements;

(e) Admit students, without need of financial assistance and who have met the entrance examination requirements, to bachelor degree program;

(f) Receive, control, and disburse, with assistance from the Ministry of Finance, monthly governmental budget support from an account established in a selected local bank;

(b) la détermination et l'évaluation de problèmes et obstacles susceptibles d'entraver la réalisation de ces objectifs;

(c) la détermination de la manière dont ces informations pourraient être utilisées pour résoudre ces problèmes; et

(d) l'évaluation, autant que possible, de l'impact général du projet sur le développement.

Section 5.2. Accords relatifs à l'exécution

A moins que les Parties n'en conviennent autrement par écrit, le Pays Coopérant s'engage à déléguer au CUD l'autorité et la responsabilité nécessaires pour:

(a) élaborer et utiliser des critères de sélection et de nomination du personnel enseignant, tels que l'achèvement du cycle supérieur d'études soit une condition indispensable pour le recrutement des enseignants;

(b) contracter une assurance maladie et hospitalisation pour le personnel du CUD en formation technique dans des pays tiers;

(c) sélectionner et recruter le personnel du CUD sans examen et approbation préalables par d'autres services ou ministères du Pays Coopérant;

(d) gérer tous les problèmes de bourses et accorder des bourses entières ou partielles, sur la base des besoins, aux étudiants ayant réussi au concours d'entrée dans l'établissement;

(e) admettre en cycle de licence des étudiants n'ayant pas besoin d'assistance financière (bourses) et ayant réussi au concours d'entrée dans l'établissement;

(f) recevoir, contrôler et débourser, à partir d'un compte ouvert dans une banque locale et avec l'assistance du Ministère des Finances, les soutiens budgétaires mensuels accordés par le Gouvernement;

(g) Transfer funds between budget categories and chapters in response to priority needs and concerns for the efficient management of resources; and,

(h) Establish and administer a foundation to serve as a repository for endowments, gifts, and other miscellaneous funds.

Article 6: Procurement Source

Section 6.1. Foreign Exchange Costs

(a) Disbursement of Grant funds pursuant to Section 7.1. ("Foreign Exchange Costs") will be used exclusively to finance the costs of goods and services required for the Project having their source and origin in countries included in code 935 of the A.I.D. Geographic Code Book as in effect at the time orders are placed or contracts entered into for such goods or services, except as A.I.D. may otherwise agree in writing, and except as provided in the Project Grant Standard Provisions Annex Section C.1.(b) with respect to marine insurance. Ocean transportation costs will be financed by A.I.D. under the Grant only on vessels under flag registry of countries included in code 935, except as A.I.D. may agree otherwise in writing.

Section 6.2. Local Currency Costs

Disbursement pursuant to Section 7.2. will be used exclusively to finance the costs of goods and services required for the Project having their source and, except as A.I.D. may otherwise agree in writing, their origin in the Republic of Cameroon ("Local Currency Costs"). To the extent provided under this Agreement, Local Currency Costs may also include the provision of local currency required for the Project.

(g) transférer des fonds d'un chapitre ou d'une ligne budgétaires à un autre chapitre ou ligne budgétaires pour faire face à des besoins prioritaires et en vue d'une gestion efficace des ressources; et

(h) créer et gérer une fondation où seront déposés les dotation, dons et autres fonds divers.

Article 6: Source d'Approvisionnement

Section 6.1. Dépenses en Devises

(a) Le déboursement des fonds de subvention en application de la Section 7.1. ("Dépenses en Devises") servira exclusivement à financer les dépenses en biens et services nécessaires au projet ayant leur source et origine dans les pays du code 935 du Code Géographique de l'A.I.D. tel qu'appliqué à la date de placement des commandes ou de conclusion des marchés pour ces biens et services, sauf si l'A.I.D. en convient autrement par écrit, et sous réserve des dispositions de la Section C.1. (b) de l'Annexe des Clauses Types en ce qui concerne l'assurance maritime. Le transport par mer ne sera financé par l'A.I.D. au titre de la Subvention que s'il est effectué par des navires battant pavillon de l'un ou l'autre des pays du code 935, sauf si l'A.I.D. en convient autrement par écrit.

Section 6.2. Dépenses en Monnaie locale

Le déboursement conformément à la Section 7.2. ne servira exclusivement à financer les dépenses en biens et services nécessaires au projet ayant leur source et, sauf si l'A.I.D. en convient autrement par écrit, leur origine en République du Cameroun ("Dépenses en Monnaie locale"). Sous réserve des limites stipulées au présent Accord, les dépenses en monnaie locale pourront également inclure la fourniture de monnaie locale pour le Projet.

6

Article 7: Disbursement

Section 7.1. Disbursement for Foreign Exchange Cost

(a) After satisfaction of the conditions precedent, the Government may obtain disbursements of funds under the Grant for the Foreign Exchange Costs of goods or services required for the Project in accordance with the terms of this Agreement, by such of the following methods as may be mutually agreed upon:

(1) by submitting to A.I.D., with necessary supporting documentation as prescribed in Project Implementation Letters, requests for A.I.D. to procure commodities or services on the Government's behalf for the Project; or

(2) by requesting A.I.D. to issue Letters of Commitment for specified amounts (i) to one or more U.S. banks, satisfactory to A.I.D., committing A.I.D. to reimburse such bank or banks for payments made by them to contractors or suppliers, under Letter of Credit or otherwise, for such goods or services, or (ii) directly to one or more contractors or suppliers, committing A.I.D. to pay such contractors or suppliers, through Letters of Credit or otherwise, for such goods or services.

(b) Banking charges incurred by the Government in connection with Letters of Commitment and Letters of Credit will be financed under the Grant unless the Government instructs A.I.D. to the contrary. Such other charges as the Parties may agree to may also be financed under the Grant.

Section 7.2. Disbursement for Local Currency Costs

(a) After satisfaction of the Condition Precedent, the Government may obtain disbursements of funds under the Grant for Local Currency Costs in accordance with the terms of this Agreement, by submitting to

Article 7: Déboursement

Section 7.1. Déboursement pour les Dépenses en Devises

(a) Une fois les conditions préalables satisfaites, le Gouvernement pourra obtenir des déboursements de fonds dans le cadre de la subvention pour les dépenses en devises au titre de biens et services nécessaires au projet, conformément aux dispositions du présent Accord, par les méthodes suivantes telles que convenues d'un commun accord:

(1) en soumettant à l'A.I.D., avec les documents justificatifs stipulés dans les Lettres d'Exécution de Projet, des demandes de fourniture par l'A.I.D. des biens et services pour le compte du Gouvernement et à l'intention du Projet; ou

(2) en demandant à l'A.I.D. d'établir pour des montants spécifiés, des lettres d'engagement adressées (i) à une ou plusieurs banques américaines, à la convenance de l'A.I.D., par lesquelles l'A.I.D. s'engage à rembourser à cette ou à ces banque(s) les paiements faits par celle(s)-ci à des entreprises ou fournisseurs, par lettres de crédit ou autrement, pour les biens et services en question, ou (ii) adressées à un ou plusieurs fournisseurs ou entreprises par lesquelles l'A.I.D. s'engage à régler ces entreprises ou fournisseurs, par l'intermédiaire de lettres de crédit ou autrement, pour les biens et services en question.

(b) les frais de banque encourus par le Gouvernement au titre des lettres d'engagement et des lettres de crédit seront financés sur la subvention sauf instructions contraires à l'A.I.D. par le Gouvernement. La subvention pourra également financer tous les autres frais dont les parties conviendront.

Section 7.2. Déboursement pour les Dépenses en Monnaie locale

(a) Une fois la condition préalable satisfaite, le Gouvernement pourra obtenir des déboursements de fonds dans le cadre de la Subvention pour les depenses en monnaie locale, conformément aux dispositions du présent Accord, en

A.I.D., with necessary supporting documentation as prescribed in Project Implementation Letters, requests to finance such costs.

(b) The local currency needed for such disbursement hereunder may be obtained:

(1) by acquisition by A.I.D. with U.S. dollars by purchase or from local currency already owned by the U.S. Government; or

(2) by A.I.D. (i) requesting the Government to make available the local currency for such costs, and (ii) thereafter making available to the Government through the opening or amendment by A.I.D. of Special Letters of Credit in favor of the Government or its designee, an amount of U.S. dollars equivalent to the amount of local currency made available by the Government which dollars will be utilized for procurement from the United States under appropriate procedures described in Project Implementation Letters.

(c) The U.S. dollar equivalent of the local currency made available hereunder will be, in the case of subsection (b) (1) above, the amount of U.S. dollars required by A.I.D. to obtain the local currency, and in the case of subsection (b) (2) above, an amount calculated at the rate of exchange specified in the applicable Special Letter of Credit Implementation Memorandum hereunder as of the date of the opening or amendment of the applicable Special Letter of Credit.

Section 7.3. Other Forms of Disbursement

Disbursements of the Grant may also be made through such other means as the Parties may agree to in writing.

Section 7.4. Rate of Exchange

Except as may be more specifically provided under Section 7.2., if funds provided under the Grant are introduced into the Republic of Cameroon by A.I.D. or any public or private agency for purposes of carrying out

soumettant à l'A.I.D. en même temps que les documents justificatifs stipulés dans les Lettres d'Exécution de Projet, des demandes de financement de ces dépenses.

(b) La monnaie locale nécessaire pour de tels déboursements pourra être obtenue:

(1) par acquisition de cette monnaie par l'A.I.D. avec des dollars des Etats-Unis soit par achat soit à partir de la monnaie locale déjà détenue par le Gouvernement des Etats-Unis ou

(2) sur demande de l'A.I.D. au Gouvernement (i) pour que ce dernier mette à sa disposition la monnaie locale pour les dépenses en question et (ii) ensuite par la mise à la disposition du Gouvernement par l'A.I.D., grâce à l'établissement ou l'amendement par l'A.I.D. de lettres spéciales de crédit en faveur du Gouvernement ou son représentant, d'un montant de dollars des Etats-Unis équivalent au montant de monnaie locale mis à sa disposition par le Gouvernement, dollars qui seront utilisés pour les achats aux Etats-Unis dans le cadre des procédures appropriées décrites dans les Lettres d'Exécution du Projet.

(c) L'équivalent en dollars des Etats-Unis de la monnaie locale mise à disposition dans le cadre du présent Accord sera, dans le cas du paragraphe (b) (1) ci-dessus, le montant en dollars des Etats-Unis nécessaires à l'A.I.D. pour obtenir la monnaie locale, et dans le cas du paragraphe (b) (2) ci-dessus, un montant calculé au taux de change spécifié dans la Note de mise en oeuvre des lettres spéciales de crédit applicable ici à la date de l'établissement ou de l'amendement de la lettre spéciale de crédit en question.

Section 7.3. Autres Formes de Déboursement

Les déboursements de la subvention peuvent également être faits par tout autre moyen convenu par écrit entre les parties.

Section 7.4. Taux de Change

Sauf s'il en est disposé de manière plus spécifique à la Section 7.2., si les fonds accordés dans le cadre de la subvention

obligations of A.I.D. hereunder, the Government will make such arrangements as may be necessary so that such funds may be converted into the currency of the Republic of Cameroon at the highest rate of exchange which, at the time the conversion is made, is not unlawful in the Republic of Cameroon.

ARTICLE 8: Miscellaneous

Section 8.1. Communications

Any notice, request, document or other communication submitted by either Party to the other under this Agreement will be in writing or by telegram or cable, and will be deemed duly given or sent when delivered to such party at the following mail address:

To the Government:

Minister of Higher Education,
Computer Services, and Scientific
Research (MESIRES)
Yaounde, Cameroon

or

Director General
University Center at Dschang
Dschang, West Province
Cameroon

To A.I.D.:

Director
USAID
B.P. 817
Yaounde, Cameroon

All such communications will be either in English or in French unless the Parties otherwise agree in writing. Other addresses may be substituted for the above upon the giving of notice.

Section 8.2. Representatives

(a) For all purposes relevant to this Agreement, the Government will be represented by the individual holding or acting in the office of the Diretor

sont introduits en République du Cameroun par l'A.I.D. ou tout autre organisme public ou privé dans le but d'exécuter les obligations de l'A.I.D. dans le cadre du présent Accord, le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que ces fonds puissent être convertis en monnaie de la République du Cameroun au taux de change le plus élevé qui ne soit pas illégal en République du Cameroun à la date où la conversion est faite.

ARTICLE 8: Divers

Section 8.1. Communications

Tout avis, demande, document ou autre communication soumis par l'une des Parties à l'autre dans le cadre du présent Accord devra être transmis par écrit ou par télégramme ou câble, et sera supposé avoir été dûment donné ou envoyé s'il a été délivré à la partie en question à l'adresse postale suivante:

Pour le Gouvernement:

M. le Ministre de l'Enseignement
Supérieur, de l'Informatique et de la
Rechereche Scientifique (MESIRES)
Yaoundé, Cameroun

ou

Le Directeur Général
Centre Universitaire de Dschang
Dschang, Province de l'Ouest
Cameroun

Pour l'A.I.D.:

M. le Directeur de l'USAID
B.P. 817
Yaoundé, Cameroun

Toutes ces communications devront être rédigées en anglais ou en français à moins que les Parties n'en conviennent autrement par écrit. D'autres adresses peuvent être substituées à celles mentionnées ci-dessus, sous réserve qu'elles soient dûment notifiées.

Section 8.2. Représentants

(a) Pour tout ce qui concerne le présent Accord, le Gouvernement sera représenté par la personne titulaire du poste de Directeur

General, University Cneter at Dschang and A.I.D. will be represented by the individual holding or acting in the office of the Director of USAID/Cameroon, each of whom, by written notice, may designate additional representatives for all purposes other than exercising the power under Section 2.1. to revise elements of the amplified description in Annex I.

The names of the representatives of the Government, with specimen signatures, will be provided to A.I.D., which may accept as duly authorized any instrument signed by such representatives until receipt of written notice of revocation of their authority.

SECTION 8.3. Standard Provisions Annex

A "Project Grant Standard Provisions Annex" (Annex II) is attached to and forms part of this Agreement.

SECTION 8.4. Language of Agreement

This Agreement is prepared in both English and French. In the event of ambiguity or conflict between the two versions, the English language version will control.

IN WITNESS WHEREOF, the Republic of Cameroon and the United States of America, each acting through its duly authorized representative, have caused this Agreement to be signed in their names and delivered as of the day and year first above written.

Général du Centre universitaire de Dschang ou assurant l'intérim, et l'A.I.D. par la personne titulaire du poste de Directeur de l'USAID/Cameroun ou assurant son intérim, chacun d'eux pouvant désigner par écrit des représentants suppémentaires à toutes fins autres que celles d'exercer le pouvoir accordé à la Section 2.1. de modifier les éléments de la description détaillée du Projet figurant à l'Annexe I.

Les noms des représentants du Gouvernement, accompagnés de spécimen de leurs signatures, seront fournis à l'A.I.D. qui pourra accepter comme dûment autorisé tout document signé par ces représentants jusqu'à réception d'une notification écrite de la révocation de leurs pouvoirs.

SECTION 8.3. Annexe des clauses-types

Un "Annexe des Clauses-types de la Subvention" (Annexe II) est jointe et fait partie intégrante du présent Accord.

SECTION 8.4. Langues de l'Accord

Le présent Accord est élaboré en anglais et en français. En cas d'ambiguïté ou de conflit entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

EN FOI DE QUOI, la République du Cameroun et les Etats-Unis d'Amérique, agissant chacun par l'intermédiaire de son représentant dûment mandaté, ont fait établir et signer cet Accord en bonne et due forme en vertu des pouvoirs dûment conférés à cet effet, à la date indiquée en premier lieu ci-dessus.

UNITED STATES OF AMERICA

By: _____

Name: _____

Title: MISSION DIRECTOR

By: _____

Name: _____

Title: _____

U.S. AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT CAMEROON

APR 30 1991

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

_____

Nom: _____

Titre: _____

République du Cameroun Republic of Cameroon

Le Ministre

Ministry of the Plan and National Development
Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire

APR 30 1991

ANNEX I

AGRICULTURAL EDUCATION PROJECT II (631-0066)

PROJECT DESCRIPTION

I. GOAL

To assist Cameroon in attaining sustainable market-oriented growth in agriculture and agribusiness.

II. PURPOSE

To develop the University Center at Dschang (UCDs) into an efficiently-operating institute of higher learning in agriculture capable of providing superior and relevant teaching, research, and outreach serving agriculture and agribusiness.

III. BRIEF DESCRIPTION

This activity, entered into by USAID/Cameroon with UCDs, through the Ministry of Higher Education, Computer Services, and Scientific Research (MESIRES), covers a six-year period (1991-1997), during which efforts will be focussed on improving the University's capability to serve agriculture and agribusiness. Emphasis will be on the enhancement and integration of the three Land Grant university elements of teaching, research, and outreach toward: training professionals for employment in the governmemt, in the private sector, and for entrepreneurship in agricultural production and agribusiness; providing policy analysis research and policy development for the GRC; furnishing technology for production agriculture and agribusiness; devising improved marketing policies and practices; and introducing innovative adaptations in cropping and farming practices leading to a greater participation in world trade. The University's mission includes the entire broad agriculture sector.

A. Completion Status

By the end of the project, UCDs will have successfully trained the majority of its administration/faculty/staff, made its programs more practical and relevant, increased its administrative and financial management capability, and upgraded its infrastructure while integrating the elements of teaching, research, and outreach. In so doing, UCDs will have developed the ability to provide the following conditions:

1. Increased research and outreach productivity, without additional personnel costs;

2. Increased enrollment, matched by increased revenues toward optimal and efficient use of present physical plant and planned capabilities; and

3. Increased agricultural production within its area of influence.

B. Project Activities

Activities carried out over the six-year period by UCDs, with the assistance of the project's technical advisors, will concentrate on three general objectives, or outputs, each of which is composed of various sub-elements. Those outputs and sub-outputs are described below.

OUTPUT 1. PROFESSIONAL PROGRAMS

a. Faculty and Staff Development

1) Long-term training. Certain areas within discipline departments will be strengthened through long-term degree training. A review of departmental profiles and academic ranks represented among faculties, vis-à- vis the demands on their respective programs, reveals a need for the training of 12 faculty members on the Ph.D. level and 6 on the master's level. Allowing three and a half years for the Ph.D. and two years and a half years for the M.S., long-term training will comprise 57 person years.

2) Short-term training. A total of 70 PM'S have been scheduled for short-term training, which will be conducted in-country, in third countries, and in the U.S.. Department heads in particular will be served by short-term training in departmental and fiscal management and budgeting to accompany the program in improved management practices across the campus (See Output 2).

Sub-elements of Outputs 2 and 3 also create needs for short-term, non-degree training for various support staff. Specifically, sub-elements of Output 2 will require training in document processing, bookkeeping, accounting, and other financial management practices, computer terminal use, extensive document processing, storage and retrieval, and actions relevant to personnel management. Sub-elements of Output 3 will require, variously, training for mechanical skills, machinery and instrument maintenance, food service management, library cataloguing and subject matter searches, and various others.

12

b. <u>The Capability of UCDs to Plan and Implement Research and Outreach Programs</u>.

This sub-element draws upon the others to accomplish a mission of direct contribution to national needs. Its purpose is to identify the most urgent agricultural research and outreach needs of the country and direct the energy and talent of the organization on them. At the same time, it includes provision to avoid duplication of effort of other agencies and coordinate them to ensure the most efficient and effective use of UCDs' efforts. Forces should be mobilized to produce measurable effect at the earliest possible time.

The two integral and essential functions of UCDs, research and outreach, as an adaptation of the Land Grant institution, are relatively undeveloped and are most in need of external assistance. A long-term (48 months) senior administrative and program development advisor will serve as a counterpart to the Chief of the Division of Research and Outreach. He will also serve with the several department heads in developing program strategies, plans, and execution. This will be supplemented by "recurring short-term consultancies" by a senior specialist or specialists for each department, each of the ten departments programmed for a one-month period per year during the six year project (60 person months).

A first year phase of this output will be the analysis of priority national needs and particular departmental capabilities for the establishment of UCDs strategies, priorities, and plans. Research and outreach program focusses for maximum impact on constituencies of people and organizations will follow. This process of developing program priorities, focus, and deliberate design is essential in light of limitations of human, physical, and fiscal resources.

Program development will place particular emphasis upon short-range people level impact (PLI) in several constituencies: farmers, women and families, public sector agencies, and private sector agribusiness. Seminars for communication, experience sharing, and faculty development will be established as regular events both in research and outreach and at the departmental, multi-disciplinary, and UCDs-wide levels. Special workshops will assist scientists in preparing proposals, seeking external support, and disseminating results.

Communication and collaboration with agencies in the public sector, especially IRA and IRZ and the extension organizations of MINAGRI and MINEPIA, as well as with organizations in the private sector are essential to the efficient programming of both research and outreach. To implement such mutually-beneficial contacts, the Chief of Research and Outreach will convene regularly at least once a year at UCDs two advisory committees:

1) Public Sector--A research and outreach public sector advisory committee of perhaps 15 to 20 representatives appointed by other agencies, including MESIRES, MINAGRI, MINEPIA, MINASCOF, and other donor organizations.

2) Private Sector--A research and outreach private sector advisory committee of perhaps 15 to 20 representatives of different elements of agriculture and agribusiness.

c. The Capability of UCDs to Conduct Agricultural Sector Policy Research and Analysis.

The University, through its Agricultural Economics Department, will develop the capacity to:

-- Identify agricultural and institutional issues for policy research and analysis;

-- Respond to needs and requests of host country and international organizations, both public and private, for economic policy research and analysis;

-- Develop links with other national and international organizations engaging in such activities; and

-- Design programs to address needs of private investors in the agricultural sector.

d. Improved Instruction.

Attention will be given to improving teaching and updating curricula, course documents, and class materials, where appropriate, to promote:

-- sustainable agriculture
-- agribusiness
-- women and youth in agriculture
-- agricultural management
-- natural resources management

Faculty improvement, in particular regard to this sub-element, will give special attention to developing teaching skills and the use of modern teaching methods. Those who select teaching as a major professional endeavor (as opposed to research and outreach) should take leadership in becoming expertly informed and capable in the use of new teaching methods; moreover, they should assist others who are less intensely engaged in teaching to make use of them. The project has allocated 70 person months for non-degree, short-term training in the U.S. and other countries. UCDs will utilize some of this to work toward a center of excellence in teaching and serve as a technical assistance resource for universities in other parts of Cameroon and in neighboring countries.

Departmental curricula will be reviewed by departmental committees assigned to that specific task. The committees will be charged with the review of curricula in light of the goal and purpose of AEP II, assuring, where appropriate, that due attention be given to the outputs sought, as listed in preceding sections. It will also be incumbent upon curriculum committees to ensure that courses are scientifically rigorous and current, not redundant with other courses, not marked by insignificant detail, and are consistent with high academic standards. The committees will encourage critical review and evaluation of teaching methods, with an eye to adopting modern and improved methodology, to upgrade teaching performance, and to update and revise courses to consider the mission of the institution.

OUTPUT 2. MANAGEMENT SYSTEMS

a. <u>The ability of UCDs to operate efficiently within its allocated budget and on other income produced by the University</u>.

A financial management system has been established to manage all aspects of the University's fiscal functions. Within its management system, functions will be identified that pertain to budgeting, payrolling, fringe benefits, accounting, purchasing, auditing, and inventorying.

The objective of this output is to ensure the continued existence of UCDs as a viable institution of higher education, research, and outreach, which is free of debt and offers financial security to the university employees and operations.

b Personnel Management System

UCDs will develop a management system that includes position descriptions, annual plans of work by department, annual performance evaluations, and individual annual planning for each administrative and academic faculty member. Position descriptions and annual performance evaluations will also be employed for all non-academic staff. Those devices will serve for program management, professional improvement, decisions on advancement, and indications of over- and under-staffing.

(1) Position Descriptions. Every position in UCDs will have an accompanying description that sets forth its rank, title, duties and obligations, including formal assignments (e.g. teaching, research, outreach, administration, grounds maintenance, building maintenance, supervision of tool shed, etc.) in per cent of time devoted to each assignment. Position descriptions will exist for all positions, whether they are occupied or not. For purposes of system analysis, each unit (department, motor pool, media center, etc.) will develop an organization diagram showing the relationships of positions and lines of authority above and below them.

(2) Plans of Work. The practice of developing annual plans of work for all faculty will become institutionalized. Those plans will be all-inclusive of their activities in teaching, research, outreach, and administration for: (a) the entire coming year, (b) professional improvement (short-term training, workshops, short courses, etc.), (c) seminars or seminar series participation, (d) publications (confined to realistic expectations), (e) committee assignments, and (f) other significant activities.

(3) Annual Evaluations. Annual evaluations will be based upon performance of assigned tasks, as defined in position descriptions. Evaluations will be conducted by immediate supervisors, as shown in UCDs's organizational diagrams.

(4) Recruitment. Successfully met, this sub-element will provide for the orderly development of the organization and its employees. With specifically prescribed roles for all positions, it will address directly or indirectly the goal and purpose of the program.

c. Improved Administration and Management

A system will be developed to ensure that (1) the functions of the university operate smoothly and efficiently,

(2) there is an orderly flow of information throughout the organization, (3) planning and policy making are coordinated, (4) programs and activities among units in the university are communicated and coordinated, and (5) modern information systems to support those functions are utilized. To those ends, special attention will be given to:

-- devising staffing plans and defining responsibilities for positions within various units, including academic departments, program administration, financial management, personnel management, and university and student support and service units;

-- defining lines of communication to ensure appropriate and avoid inappropriate (wasteful) flow of information between and within units;

-- assigning leadership roles to implement planning and policy making as need arises, including program development and adjustment;

-- establishing and defining the roles of committees and working groups for communication and cooperative action; and

-- capitalizing on the capability of computers and electronic linkages for information processing and analysis, communication within and outside of the university, storage and retrieval of records, and other management functions.

The combined effect of this sub-element is to create a well-defined operational mode for the university that permits monitoring and evaluation of performance, staffing, based on well-defined needs, and communication among operational units, supported by modern means of rapid communication. (See details for this sub-element in Annex J.3.)

OUTPUT 3. SUPPORT SYSTEM

UCDs will establish an effective support service system through the development of personnel, operational strategies, procurement, inventory control, management, and budgetary support. AEP II will provide developmental guidance and in-service training as needed in each of the important support services, including those with revenue generation potential (e.g. Media Center). Off-campus special short-term training of

key personnel will also be provided in areas of deficiencies. AEP II will mainly focus on the development of (1) facilities maintenance, (2) library services, and (3) a book store.

a. Facilities maintenance. UCDs will develop a capacity to:

-- provide regular inspection and maintenance of buildings, utilities, roads, vehicles, machinery, scientific instruments, and other equipment.

-- ensure adequate training, assignment shifts, and replacement recruitment to match people to skills needs within defined limits on personnel numbers.

-- develop maintenance strategies and plans for routine scheduling as well as procedures for responsiveness to special needs.

-- ensure facility functionality, preservation, safety, sanitation, and appearance.

b. Library. The library will require:

-- relocation
-- recruitment and training of a second librarian position
-- establishment of a basic procurement process for key periodicals and references,
-- development of a system for inter-library loans, including international access.

c. Book Store. This enterprise will be self-supporting, with perhaps a physical facility and utilities provided by UCDs. It will serve as an entrepreneurship example and will provide management experience for students.

d. Media Center. UCDs will maintain a media center to provide printed material in support of faculty and student activities. The media center will be an important income-generating unit.

e. Computer center. The project will develop and maintain a computer center for classroom instruction and computer training.

This output is to provide the basic reference materials and physical support needed to sustain vital programs of education, research, and outreach.

IV. PROJECT INPUTS

Total costs over the life of the project are estimated at $24,455,000. The planned AID assistance will comprise approximately 61% of the total amount, the GRC contribution will be

about 28%, and resources from other donors will amount to about 11%. The respective contributions of the various parties over the life of the project are detailed below. They are also provided in the attached Financial Plan.

A. AID Grant $15,000,000

The AID grant will finance (1) a technical assistance contract, (2) training in the United States, other countries, and Cameroon, (3) the purchase of commodities, and (4) the renovation and remodeling of various buildings on the lower campus. Those four components are discussed below.

1. Technical Assistance ($8,605,000)

The University of Florida and Florida Agricultural and Mechanical University (UF/FAMU) will provide technical assistance and general project implementation for AEP II under the Collaborative Assistance Mode. UF/FAMU will (a) provide long- and short-term programmatic and administrative assistance to the director general and other top program administrators, including department heads and their faculties, (b) provide technical advisory services to several UCDs support service units, including the library, maintenance, campus farm, media and computer centers, antennae, and financial management, (c) assist in the development of research and outreach and the further development of the academic program, with a reorientation toward serving the private sector, and (d) upgrade faculty and administration through the management of the participant training project component.

Long-term technical assistance will be provided to assist newly appointed administrators and to develop the research and outreach components of UCDs. This will phase down from nine to four advisors from year one to year six, as Cameroonian administrators, faculty, and staff become increasingly developed to carry on independently the programs of UCDs.

In addition to long-term advisors there will be increased use of "recurrent short-term" consultants throughout the six-year project period.

The technical assistance team will include the following personnel:

a. Senior Advisor and Administrative/Academics Advisor (72 person months)

This person will serve as Chief of Party (COP) for the advisory group and will work in daily close collaboration

with the Director General of UCDs. The COP will have overall responsibility for the implementation of the technical assistance contract, serving as spokesperson for the contractor and as the liaison between the contractor and USAID and UCDs. As COP, this person will also be responsible for the technical oversight of the project, all administrative functions, logistics, the performance of other team members, technical assistance financial requirements, the preparation of required reports, and the operational activities of the advisory team. (S)he will advise the Director General on the general improvement of the University and, more specifically, on academic programs and the administrative and management functions of the University. This person will also provide advice concerning the curriculum (including the development of a feedback system into the curriculum from UCD's clientele), academic administration, all support facilities (Media Center, Teaching Resource Center and Library), and participant training (long- and short-term).

b. Business Manager (72 person months)

This person will manage UF/FAMU's day to day operations, being responsible for procurement (commodities and supplies), supervision of project staff (non-advisors), managing housing contracts, shipping, custom clearance, storage, and team logistical requirements, and establishing and maintaining financial controls. In addition, this person will teach the management content in selected courses and assist UCDs administration in implementing and improving the new financial/management system. His/her counterparts will be two Cameroonian UF/FAMU office assistants, the Secretary General of UCDS, the Chief of Financial Affairs, and the Chief of Administrative Affairs.

c. Research and Outreach Advisor (48 person months)

The Research/Extension Advisor will continue to assist UCDS in working with other national institutions in defining Cameroon's agricultural research needs and in formulating and implementing a comprehensive outreach stategy. He will also work with his counterparts on a daily basis to improve research/outreach management and to continue developing research, practice, and demonstration farms. Counterparts will be the Chief of Research and Extension and the Chief of Academic Affairs.

d. Agricultural Economics and Policy Advisor (30 person months)

30

The agricultural economics/policy advisor will work toward providing UCDS a policy analysis capacity. The Department of Agricultural Economics will take the leadership in this, with the Forestry, Rural Development, and Engineering Departments joining later. More specifically, the Economics Advisor will assist UCD in formulating research policy, in identifying research areas and providing guidance on a day to day basis to achieve research outputs, in teaching one or two courses in policy analysis for the professors' as well as the students' benefit, and in providing leadership in the development and publishing of policy options. Counterparts will be the Head of Rural Economics Department and the Chief of Academic Affairs.

e. Agricultural Engineering Advisor (12 person months)

This advisor will develop the new department of agricultural engineering by revising the curriculum to include agricultural technology and other interdisciplinary studies, develop a research and extension capability for the department, integrate research and extension into the teaching element, devise relevant practical work for rural technology, and work with the Research and Extension Advisor in the development of the campus farm. Counterparts will be the Chief of Research and Extension, Chief of Academic Affairs, and Head of Department of Agricultural Engineering.

f. Maintenance Advisor (24 person months)

This person will provide technical advice concerning the upkeep of approximately $35,000,000 of new infrastructure provided in Phase I (World Bank buildings and AID buildings) and the original (lower) campus to leave behind a strong maintenance capability at UCD. This person will implement a comprehensive maintenance plan, which includes a training schedule for maintenance personnel, the computerization of maintenance inventorying, programming, and planning, the creation of an external advisory council, and the provision of long- and short-term technical assistance. Counterparts will be the Director General, the Chief of Maintenance, and the Deputy Chief of Maintenance.

g. Library/Research Advisor (24 person months)

This person will help install an automated library system in the new library building (expected to be completed by summer, 1991) and will bridge the transition from the old temporary structure to the new one. His/her counterparts will be the Chief of Library, Chief of Academic Affairs, and Chief of Research and Extension.

h. Computer Advisor (72 person months)

This person will oversee the computerization portion of the new financial management system and the management information system, being implemented as a result of recommendations made in a previous report by Koor & Mure. The computer advisor will train UCDS personnel to operate those systems and will provide day to day assistance to perfect the systems. Also, this advisor will assist with the needs of UCDS' computer laboratory (which serves for training students and faculty and also, for a fee, the surrounding community), including the servicing of the equipment. Assistance will also be lent for establishing computerized registration procedures, programming courses, and developing a system for promoting policy analysis capacity at Dschang. Counterparts will be the Secretary General of the University, Chief of Administration, Director of INADER, and Chief of Research and Extension.

i. Financial Management Advisor (60 person months)

This advisor will work closely with the other advisors and University administration in developing and implementing improved integrated management and financial management systems. Counterparts will be the Secretary General of the University, Chief of Financial Affairs, Chief of Administrative Affairs, and Secretary General of INADER.

In addition to the long-term advisors, there will also be seven already identified recurrent short-term technicians and several others to be identified during project implementation, for approximately 67 person months (these technicians will provide expertise in areas that do not require permanent specialists but do require follow-up technical assistance at intermittent periods).

2. Training ($2,193,000)

Advanced degree training in the U.S. or third countries (as appropriate) is planned for up to 18 persons for a total of 55 person years. This includes up to 12 carefully selected faculty from key academic areas needing strengthening and up to six key administrative/management personnel needing special advanced training. Non-degree training will be provided for key support services. Additionally, in-country special skills training will be provided for up to 100 support services persons for a total of about 70 person months.

22

3. Facilities and Programs Improvement ($1,075,000)

No major new construction will be undertaken during AEP II, except for perhaps some small technical buildings on the campus demonstration/research farm. However, AEP II will provide funds for the remodeling of older buildings on the lower campus and for research projects and a prototype outreach/extension program.

4. Commodities ($1,660,000)

Equipment and furnishings will be provided for the dormitories, library, classrooms, laboratories, and faculty offices, which are expected to be finished by August, 1991. Several new vehicles for the advisory team, some farm equipment, and office machines will also be purchased.

5. Evaluations and Audit ($240,000)

6. Special Studies ($60,000)

7. Inflation and Contingency ($6,708,000)

B. GRC $6,708,000

The entire UCDs budget and campus infrastructure represent resources related indirectly to the implementation of the project. Those inputs explicitly committed to project activities are seen in the following budget.

-- Personnel	-	2,407,000
-- Infrastructure	-	1,396,000
-- Training costs	-	1,503,000
-- Operating	-	1,402,000
Total GRC Contribution		$6,708,000

C. Other Donors $2,747,000

Although France, Belgium, and the Netherlands are not officially parties to this project, all three countries will be engaging in activities at or concerning UCDs that will complement the AID assistance. France is providing ten advisors/classroom teachers/researchers, and several UCDs faculty members will receive short-term training in France during the Phase II period. France will also furnish limited equipment to support French teaching efforts.

23

In addition, from three to six Belgian agricultural scientists will make up the cadre of advisors provided by Belgium to UCDs's development. Those persons are principally involved in classroom teaching and research, particularly in the areas of soils, plant protection, and animal science. During the period spanned by AEP II, the Belgian Government will provide degree training for four faculty members and from four to six lab technicians. Their technical assistance, faculty training, and operating support are directly supportive of the defined outputs of AEP II. Belgium may also provide some infrastructure--yet to be defined at this point--which was postponed in Phase I.

The Netherlands will train at the University of Leyden two faculty members, one in ecology and the other in forestry/environmental concerns. They will return to Cameroon to take their places on the UCDs faculty midway through the AEP II. The Dutch also provide volunteers to assist with research at the Maroua antenna.

V. IMPLEMENTATION

A. Collaborative Assistance

This project will be implemented under the Collaborative Assistance Mode (AID Handbook 14, App. H.), which calls for close cooperation on a partnership basis among UCDs, USAID, and UF/FAMU. Under the Collaborative Assistance Mode, project implementors are provided a high degree of flexibility. Project implementation is carried out on a concensus basis among the three implementing parties.

B. Responsibilities of the Government of Cameroon

The following agencies will have administrative responsibility for the project.

1. The University Center at Dschang (UCDs)

UCDs will be the major implementing agency for the project. It will be responsible for day-to-day university operations, including the conduct of its academic program, in-service training for its staff, and the overall physical plant operation of the university. It will be responsible for hiring new UCDs staff, selecting candidates for long-term training (with the assistance and approval of the advisory team), with the provision that they remain for five years at UCDs after training. The university also will be increasingly responsible for preparing documentation for procurement of U.S. and other off-shore project commodities, as well as for arranging for

8
24 PK

local-cost commodity purchase provided under the project, clearing articles from customs, and transporting them to campus. UCDs will monitor and evaluate all aspects of the project.

2. MESIRES, IRA, and IRZ

MESIRES, through the Directorate of Higher Education, will be responsible for monitoring the project and will participate in 7 its evaluations. MESIRES, along with IRA and IRZ, will work with UCDs in identifying major needs for research and outreach programs, in making necessary curriculum changes, and in undertaking other adjustments to improve the relevance of programs in UCDs to the more urgent national needs.

3. MINAGRI

MINAGRI will cooperate with and advise UCDs in identifying major needs in its extension program and in determining other needs of the GRC and the agricultural sector, including policy research and analyses.

4. MINEPIA

MINEPIA will cooperate with and advise UCDs in identifying major needs in its extension program regarding livestock, fisheries, and industries.

5. MINASCOF

MINASCOF will cooperate with and advise UCDs on the needs of Women in Development (WID) programs, of women and youth in agricultural activities, and of the development of curricula and programs to meet those needs.

C. USAID

USAID will provide general oversight for all contractor-related activities and limited support in participant training and commodity procurement. USAID will also be responsible for monitoring and evaluating the project's technical assistance team.

D. UF/FAMU

UF/FAMU will be responsible for providing technical assistance, managing the participant training program, overseeing arrangements for renovations and remodeling, and handling U.S. commodity procurement. It will also: 1) provide academic and administrative advisory services to the Director General, other top administrators, and division and department heads; 2) provide

outreach technical advisory service to chiefs of research and outreach; 3) advise on making the curriculum more responsive to Cameroon's development requirements; and 4) upgrade the faculty and administration, through its oversight of the participant and other training programs. UF/FAMU's advisory responsibilities will cover all facets of instruction, research, and outreach. The UF/FAMU team will function as agents of the contractor in its collaboration with UCDs, with the Chief of Party being the spokesperson for both universities as well as for the advisory group.

VI. PROJECT MONITORING AND EVALUATION

As in Phase I, the Collaborative Assistance Mode (CAM) has been used to design AEP II and will also be used in its implementation. This method provides for close relationships among host country leadership, USAID, and the contractor in planning and implementing the technical assistance project. The objective of the CAM is to maximize and make optimal use of the particular skills and resources of the host country, the contractor, and USAID in achieving the project goal and purpose.

Under the CAM, there will be during the six-year period a continuous assessment of overall project management and evaluation of the project goal, purpose, output achievement, and implementation strategies. The overall project monitoring and evaluation scheme is based on three levels of evaluation to be employed during the life of the project.

A. A quarterly review and assessment of project progress will be made jointly by the technical assistance team, UCDs, and USAID. That review will be based on the project monthly reports for the quarter. The purpose of these reviews will be to identify strengths and weaknesses in operational approaches and to examine the need for changes in strategies in those areas observed to be deficient.

B. An annual review and assessment will be made of project accomplishments, with reference to project goal and purposes, near the end of the anniversary of the project's beginning date. The conduct of this annual review will be timed so that it will also provide information for the USAID Assessment of Program Impact (API) Report. Again, the parties involved in this review will include the project team, UCDs, and USAID. In line with the CAM, project implementation strategies, work plans, and budgets for the coming year will be carefully reviewed and modifications will be made where the need for such becomes evident. At the same time, a work plan for the coming year will be discussed, developed, and approved. The work plan will include descriptions of activities and their rationale, action agents, target dates, and objectives.

In the process, the need for new inputs in the form of personnel, materials, and resources will be considered.

C. An in-depth evaluation, at the conclusion of the third and fifth years of the project, will be carried out. This evaluation will be performed by external evaluators from the United States and Third World countries, if applicable, and appropriate Cameroonians. Project funding has been provided for this purpose.

Under the CAM, project implementors will place particular emphasis on the use of above mentioned evaluation activities to define adjustments required in the project's implementation plans and schedules. The continuous assessment and evaluation activities will be coordinated by the Director General of the UCDs and the Chief of Party of the technical assistance team. Each of the project activities will be evaluated with respect to the stated specific purpose, outputs, and inputs as they relate to the objectives of the activities and as modified during the annual review. Additionally, the independent evaluation of the total program will place particular emphasis on the progress made toward goal and purpose achievement and the effectiveness of overall program management.

Table 1. AID FINANCIAL SUPPORT
($000)

Type of Assistance	Year 1	2	3	4	5	6	Total
Technical Assistance	1,432	1,273	1,357	1,896	1,740	1,207	8,905
Training	118	355	441	554	439	296	2,193
Commodities	300	280	300	295	260	225	1,660
Improvements	150	225	245	200	160	95	1,075
Evaluation & Audit	0	0	90	90	60	0	240
Special Studies	0	20	20	20	0	0	60
Inflation (6%)	0	134	167	217	200	149	867
Total	2,000	2,287	2,620	3,262	2,859	1,972	15,000

Table 2 GRC FINANCIAL AND IN-KIND SUPPORT
($000)

Type of Assistance	Year 1	2	3	4	5	6	Total
Personnel							
Administration	105	110	116	122	128	134	714
Faculty	240	252	265	278	292	306	1,632
Staff	9	9	10	10	11	11	61
Infrastructure							
Campus facilities	70	100	100	100	100	100	570
Farm facilities		50	75	100	105		330
Land		95	75	195	105		470
Vehicle/Furnishing	236						236
Training							
Air Fare (LT)	15	19	33				67
Baggage (LT)		5	10	17	11		43
Local Salaries	101	164	384	61	260	109	1 379
Insurance (ST)	2	4	3	2	2	1	14
Operating							
Maintenance Advisor	3	3	4	9	11	14	44
In-Country Freight	10	2	2	4	3	4	25
Vehicle Support	70	65	65	60	55	50	365
Inflation							
15% of B, C & D	75	86	149	193	171	84	758
Total	936	964	1,291	1,451	12,254	813	6,708

TABLE 3. OTHER DONORS' FINANCIAL SUPPORT
($000)

Type of Assistance	Year 1	2	3	4	5	6	Total
French							
Technical Assistance	100	110	120	125			455
Training (Degree)	30	30	30	30	30	30	180
Equipment	49	50	49				148
Support	10	11	12	13	14	15	75
	189	201	211	168	44	45	858
Belgian							
Technical Assistance	200	220	175	140	100	100	935
Training (Degree)	75	75	45	45	35	35	310
Equipment	78	78					156
Support	20	22	17	14	10	10	93
	373	395	237	199	145	145	1,494
Dutch							
Technical Assistance	60	65	70	88			275
Training (Degree)	30	30	30	30			120
	90	95	100	118			395
Total	652	691	548	477	189	190	2,747

Table 4 TOTAL COST OF PROJECT OUTPUTS/INPUT
($000)

Inputs	Outputs				
Sources of Funding	Professional Programs	Management Systems	Support Systems	Total	$ & %
USAID GRANT					
Technical Assistance	5,645	1,785	1,475	8,905	
Training	1,763	280	150	2,193	
Commodities	510	100	1,050	1,660	
Facilities & Program	730		345	1,075	
Evaluation & Audit	80	80	80	240	
Special Studies	60			60	
Inflation	600	150	117	867	
Sub-Total	9,388	2,395	3,217	15,000	61%
GRC					
Personnel	2,050	152	205	2,407	
Infrastructure	1,186		420	1,606	
Training	1,503			1,503	
Operating	250	100	84	434	
Inflation	619	40	99	758	
Sub-Total	5,608	292	808	6,708	28%
Other Donors					
Technical Assistance	1,240	425		1,665	
Training (degree)	610			610	
Commodities	304			304	
Operating Costs	168			168	
Sub-Total	2,322	425		2,747	11%
Total	17,258	3,112	4,025	24,455	100%

30

ANNEXE I

PROJET ENSEIGNEMENT AGRICOLE II (631-0066)

DESCRIPTION DU PROJET

I. BUT

Aider le Cameroun à atteindre un croissance soutenue, à vocation commerciale, dans les domaines de l'agriculture et de l'agro-industrie

II. OBJECTIF

Faire du Centre universitaire de Dschang (CUD) une institution efficiente d'enseignement supérieur d'agriculture, qui soit capable de fournir un enseignement adéquat et de qualité, et d'entreprendre des activités de recherche et de vulgarisation de même ordre.

III. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Le projet, qui associe l'USAID/Cameroun et le CUD par la médiation du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de l'Informatique et de la Recherche Scientifique (MESIRES), couvre une période de six ans (1991-1997) au cours de laquelle les efforts viseront à améliorer la capacité du CUD à oeuvrer dans les domaines de l'agriculture et de l'agro-industrie. L'accent sera mis sur une application plus intensive du système universitaire "Land Grant" et l'intégration de ses trois éléments qui sont l'enseignement, la recherche et la vulgarisation, en vue (1) de former des professionnels qui seront utilisés par le Gouvernement camerounais, le secteur privé, et pour la promotion de l'entreprenariat dans l'agriculture et l'agro-industrie; (2) de promouvoir la recherche en analyse des politiques ainsi que le développement des politiques par le GRC; (3) de fournir de la technologie pour la production dans les domaines de l'agriculture et de l'agro-industrie; (4) d'élaborer des politiques et des pratiques améliorées de commercialisation; et (5) d'introduire des adaptations nouvelles dans les pratiques culturales pour permettre une plus grande participation au commerce mondial. La mission du CUD couvre l'ensemble du secteur agricole.

A. Situation en fin de projet

A la fin du projet, le CUD aura formé une grande partie de son administration, de son personnel enseignant, rendu ses programmes plus pratiques et pertinents, accru sa capacité de gestion administraive et financière, et amélioré ses infrastructures tout en intégrant l'enseignement, la recherche et la vulgarisation. Ce faisant, le CUD aura développé sa capacité :

1. à augmenter la productivité en matière de recherche et de vulgarisation, sans accroissement des coûts en personnel;

Best Available Copy

2. à former un plus grand nombre d'étudiants, concomitamment avec une augmentation des ressources en vue d'une utilisation optimale et efficace des infrastructures actuelles et des capacités envisagées; et

3. à accroître la production agricole dans son rayon d'action.

B. Activités du projet

Les activités à entreprendre par le CUD avec l'assistance des conseillers techniques au cours des six années du projet viseront essentiellement trois objectifs ou extrants généraux composés chacun de divers sous-éléments. Ces extrants et extrants partiels sont décrits ci-après.

EXTRANT 1. PROGRAMMES PROFESSIONNELS

a. Formation du personnel enseignant et administratif

1) Formation à long terme. Certains domaines scientifiques au sein de départements spécifiques seront renforcés par une formation à long terme des enseignants. Une étude des profils par département et des grades au sein du corps enseignant, en tenant compte de la demande en matière de programmes d'enseignement, montre qu'il est nécessaire de former 12 enseignants au niveau du Ph.D. et 6 autres au niveau du Master's. En assumant que la formation en vue de diplômes de Ph.D. et de Master's prendra respectivement trois ans et demi et deux ans et demi, il faut compter 57 années/personne pour la formation à long terme.

2) Formation à court terme. Au total, 70 mois/personne ont été prévus pour la formation à court terme, qui se déroulera au Cameroun, dans des pays tiers et aux Etats-Unis. Plus particulièrement, les chefs de départements recevront une formation en gestion financière et budgétaire des départements, parallèlement au programme sur les pratiques améliorées de gestion, organisé pour l'ensemble du campus (cf. extrant 2).

Dans le cadre des sous-éléments des extrants 2 et 3, il est également nécessaire de former à court terme, sans attribution de diplômes, divers personnels de soutien. Plus précisément, les sous-éléments de l'extrant 2 nécessitent une formation en traitement de la documentation, tenue des livres et registres, comptabilité et autres pratiques de gestion financière, utilisation de terminaux d'ordinateurs, traitement exhaustif de textes, mise en mémoire et recherche documentaire, et dans les activités afférant à la gestion du personnel. Les sous-éléments de l'extrant 3 nécessiteront une formation diversifiée en vue de l'acquisition d'aptitudes en mécanique, en entretien des machines et instruments, en gestion des prestations de services alimentaires, en catalogage bibliothécaire et en recherches bibliographiques par matière et autres domaines.

Best Available Copy

b. Capacité du CUD à planifier et mettre en oeuvre des programmes de recherche et de vulgarisation

Ce sous-élément s'inspire des autres pour contribuer directement à la satisfaction des besoins nationaux. Son but est de déterminer les besoins les plus urgents du pays en matière de recherche et de vulgarisation agricole, et de canaliser les énergies et talents de l'institution vers la satisfaction ceux-ci. En même temps, il comporte des dispositions pour éviter le double emploi en ce qui concerne les efforts des autres organismes, et pour coordonner l'action de ceux-ci en vue de garantir l'utilisation la plus efficiente et efficace possibles du CUD. Des efforts doivent être accomplis pour obtenir un impact significatif dès que possible.

Les deux fonctions intégrées et essentielles du CUD, c.à.d. la recherche et la vulgarisation telles qu'elles sont adaptées du système universitaire Land Grant, sont relativement peu développées et requièrent une importante assistance externe. Un cadre administratif à long terme et conseiller en élaboration de programmes (48 mois/personne) servira d'homologue au Chef de Division de la Recherche et de la Vulgarisation. Il travaillera également avec plusieurs chefs de départements au développement de stratégies et de plans, et à la mise en oeuvre des programmes. Des consultations périodiques à court terme seront également effectuées par un ou plusieurs spécialistes, chacun des dix départements académiques en bénéficiant pour une période d'un mois par an pendant les six années du projet (60 mois/personne).

Pendant la première année, le travail au titre de cet extrant consistera en une analyse des besoins nationaux prioritaires et des capacités particulières des départements à concevoir des stratégies, à élaborer des priorités et des plans pour le CUD. Les programmes de recherche et de vulgarisation viseront ensuite à obtenir un impact maximum sur les groupes humains et les organismes. Cette procédure d'élaboration des priorités, des objectifs et de conception délibérée est essentielle compte tenu des limitations au niveau des ressources humaines, physiques et financières.

L'élaboration du programme mettra un accent particulier sur l'impact à court terme au niveau de la population dans plusieurs secteurs : agriculteurs, femmes et familles, organismes du secteur public, et entreprises privées agro-industrielles. Des séminaires consacrés à la communication, à des échanges d'expérience et au perfectionnement du corps enseignant seront organisés de manière régulière dans les domaines de la recherche et de la vulgarisation, ainsi qu'au niveau des départements, au niveau multidisciplinaire et au niveau de l'ensemble du CUD. Des ateliers spéciaux seront organisés pour aider les chercheurs à préparer des propositions, à rechercher un appui extérieur et à diffuser les résultats.

Best Available Copy

La communicatiom et la collaboration avec les organismes du secteur public, et particulièrement l'IRA et l'IRZ, avec les organismes de vulgarisation du MINAGRI et du MINEPIA, ainsi qu'avec les organismes du secteur privé sont indispensables à une programmation efficace de la recherche et de l'enseignement. Pour réaliser ces contacts mutuellement bénéfiques, le Chef de la Recherche et de la Vulgarisation devra convoquer régulièrement au CUD et au moins une fois par an deux comissions consultatives :

1) Secteur public -- une commission consultative du secteur public pour la recherche et la vulgarisation, composée de 15 à 20 représentants nommés par d'autres organismes, y compris le MESIRES, le MINAGRI, le MINEPIA, le MINASCOF, ainsi que d'autres bailleurs de fonds.

2) Secteur privé -- une commission consultative du secteur privé pour la recherche et la vulgarisation, composée de 15 à 20 représentants provenant de divers secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie.

c <u>Capacité du CUD à réaliser des recherches et analyses dans le domaine des politiques agricoles</u>.

Par le biais de son Département d'Economie Agricole, le CUD développera sa capacité :

- à déterminer les problèmes agricoles et institutionnels pour les recherches et analyses de politiques;

- à satisfaire aux besoins et demandes du pays hôte et des organismes internationaux tant privés que public, en matière de recherche et d'analyse de politiques économiques;

- à développer des liens avec d'autres organismes nationaux et internationaux travaillant dans le même domaine; et

- à élaborer des programmes pour répondre aux besoins des investisseurs privés dans le secteur agricole.

d <u>Amélioration de l'enseignement</u>

Une attention particulière sera accordée à l'amélioration de l'enseignement et à l'actualisation des programmes, de la documentation et du matériel pédagogique, en tant que de besoin, pour promouvoir :

- une agriculture viable
- l'agro-industrie
- l'implication des femmes et des jeunes dans le domaine agricole
- la gestion agricole
- la gestion des ressources naturelles

Best Available Copy

Best Available Copy

Le perfectionnement du corps enseignant, particulièrement en ce qui concerne ce sous-élément, mettra l'accent sur le développement des aptitudes pédagogiques et l'utilisation des méthodes modernes d'enseignement. Ceux qui choisissent l'enseignement comme activité essentielle (à l'opposé de la recherche et de la vulgarisation) devront être à la pointe de l'information et capables d'utiliser les nouvelles méthodes d'enseignement; en outre, ils devront aider leurs collègues moins versés dans l'enseignement à utiliser ces méthodes. Le projet a prévu 70 mois/personne de formation à court terme, sans attribution de diplôme, aux Etats-unis et dans d'autres pays. Le CUD en profitera pour créer un centre d'excellence en matière de formation, et se constituer en source d'assistance technique pour les universités dans d'autres régions du Cameroun et les pays voisins.

Les programmes d'enseignement dans les départements seront révisés par des commissions de département commises à cette tâche spécifique. Les commissions seront chargées de réviser les programmes à la lumière des buts et objectifs du projet Enseignement Agricole (phase II), en s'assurant, en tant que de besoin, qu'une attention particulière est accordée aux extrants recherchés, tels qu'ils sont énumérés dans la section précédente. La tâche incombera également à ces commissions de garantir le caractère rigoureusement scientifique des cours et leur actualité, de garantir qu'ils ne font pas double emploi avec d'autres cours et qu'ils sont conformes à des normes académiques élevées. Les commissions encouragerons une révision et une évaluation critiques des méthodes, en cherchant à adopter une méthodologie moderne et améliorée, pour élever le niveau des enseignements, actualiser et réviser les cours en fonction des missions de l'institution.

EXTRANT 2. SYSTEMES DE GESTION

a. <u>Capacité du CUD à fonctionner efficacement avec le budget alloué et les autres ressources produites par le CUD</u>.

Un système a été mis en place pour assurer la gestion de tous les aspects financiers du Centre Universitaire. Dans le cadre de ce système de gestion, les fonctions relatives à la budgétisation, au paiement des salaires et avantages, à la comptabilité, aux achats, aux vérifications et aux inventaires seront déterminées.

L'objectif de cet extrant est de garantir la pérennité du CUD comme institution libre de toute dette et offrant une sécutité financière aux employés et aux activités du Centre universitaire.

Best Available Copy

b. Système de gestion du personnel

Le CUD élaborera un système de gestion comprenant une description des postes, des plans annuels de travail par département, des évaluations annuelles de performances et un planning annuel pour chacun des enseignants. La description des postes et les évaluations annuelles de performances concerneront également l'ensemble du personnel non-enseignant, et seront utilisées pour la gestion des programmes, le perfectionnement professionnel, les décisions d'avancement et les indications relatives au trop plein ou au manque d'employés.

(1) Description des postes. Tous les postes au CUD feront l'objet d'une description spécifiant la classification, le titre, les fonctions et obligations de l'employé, y compris ses attributions officielles (par ex. enseignement, recherche, vulgarisation, administration, entretien du campus, entretien des bâtiments, gestion du hangar à outils etc...) exprimées en pourcentages pour chacune des tâches. Tous les postes feront l'objet d'une description, qu'ils soient pourvus ou non. Pour des besoins d'analyse du système, chaque unité (département, parc des véhicules, centre des média) mettra au point un organigramme hiérachisé indiquant les rapports entre les postes.

(2) Plans de travail. L'établissement de plans de travail pour les membres du corps enseignant sera institutionalisée. Ces plans indiqueront de manière exhaustive toutes leurs activités en matière d'enseignement, de recherche, de vulgarisation et d'administration (a) pour toute l'année à venir et en ce qui concerne (b) le perfectionnement professionnel (formation à court terme, ateliers, stages etc...), (c) la participation à des séminaires ou à des séries de séminaires, (d) les publications (les projections doivent être réalistes), (e) les rôles assignés au sein de commissions et (f) les autres activités importantes.

(3) Evaluations annuelles. Les évaluations annuelles seront basées sur l'accomplissement effectif des tâches, conformément à la description du poste. Elles seront effectuées par les supérieurs hiérarchiques immédiats, conformément à l'organigramme du CUD.

(4) Recrutements. Effectué de manière adéquate, le recutement permet le développement ordonné de l'institution et l'épanouissement de ses employés. Les tâches étant spécifiquement assignées à chaque poste, le recrutement permettra directement ou indirectement d'atteindre le but et l'objectif du programme.

Amélioration de l'administration et de la gestion

Un système sera mis en place pour assurer (1) que le Centre Universitaire fonctionne harmonieusement et efficacement, (2) qu'il existe une circulation harmonieuse de l'infornation au sein de

Best Available Copy

l'institution, (3) que la planification et la prise de décisions sont coordonnées, (4) que les programmes et activités sont coordonnés et que toutes les unités en sont informés, et (5) que des systèmes modernes d'information destinées à soutenir ces fonctions sont utilisés. A ces fins, une attention spéciale sera consacrée à :

- la conception de plans de recrutement du personnel et la définition des responsabilités pour les postes au sein des diverses unités (y compris les départements académiques), l'administration du programme, la gestion financière, ainsi que les services et unités d'appui aux étudiants et au Centre Universitaire;

- la définition de lignes de communication pour assurer une circulation appropriée de l'information entre les unités, et éviter la déperdition de celle-ci;

- l'attribution de responsabilités pour permettre la mise en oeuvre de la planification et de la prise de décisions de politiques en tant que de besoin, y compris en ce qui concerne la conception et l'ajustement des programmes;

- l'établissement et la définition du rôle des commissions et groupes de travail pour la communication et l'action coopérative;

- l'utilisation optimale des ordinateurs et des réseaux électroniques pour le traitement et l'analyse de l'information, pour la communication interne ou avec des institutions extérieures, pour la saisie et la recherche documentaire, et pour d'autres aspects de la gestion.

Ce sous-élément aura pour effet de créer un mode opérationnel bien défini pour le Centre Universitaire, en vue de permettre le suivi et l'évaluation des performances, le recrutement du personnel sur la base de besoins clairement définis, et la communication entre unités opérationnelles à l'aide de moyens modernes de communication rapide (cf. annexe J.3 pour détails).

EXTRANT 3. SYSTEME DE SOUTIEN

Le CUD mettra en place un système efficace de services d'appui comprenant le perfectionnement du personnel, des stratégies opérationnelles, l'approvisionnement en biens et produits, des contrôles et inventaires, ainsi que la gestion et le soutien financier. Le projet Enseignement Agricole (phase II) (AEP II) fournira des conseils aux divers départements, ainsi que des possibilités de formation en cours d'emploi, en tant que de besoin, dans chacun des services importants d'appui, y compris ceux suceptibles de générer des revenus (ex. le Centre des Média). Une formation spéciale à court terme hors campus à l'intention du personnel clé sera également fournie dans les domaines où se manfestent des carences. Le projet Enseignement Agricole (phase II) (AEP II) mettra essentiellement l'accent sur (1) l'entretien des infrastructures, (2) les services de bibliothèque et (3) une librairie.

Best Available Copy

a. Entretien des infrastructures. Le CUD développera sa capacité à :

- inspecter et entretenir régulièrement les bâtiments, les infrastructures, les routes, les véhicules, les machines, les instruments scientifiques et autres équipements;

- assurer une formation appropriée, définir les postes et recruter à titre temporaire, pour garantir que les ressources humaines soient utilisées à bon escient dans les limites définies en ce qui concerne les employés.

- développer des stratégies et plans d'entretien pour la planification quotidienne, ainsi que des procédures pour satisfaire à des besoins spéciaux;

- assurer le fonctionnement, la préservation, la sécurité et la propreté des infrastructures.

b. Bibliothèque. Pour ce qui est de la bibliothèque, il sera nécessaire :

- de l'aménager dans d'autres infrastructures;
  de recruter et de former un deuxième libraire;
- mettre en place une procédure d'acquisition des périodiques et ouvrages de référence essentiels;
- élaborer un système de prêts inter-universitaires, y compris au niveau international.

c. Librairie. Cette entreprise devra s'auto-financer, et ses infrastructures seront probablement fournies par le CUD. Elle servira d'exemple d'entrepreunariat et fournira aux étudiants une expérience en matière de gestion.

d. Centre des média. Le projet mettra en place un centre des média pour fournir des documents imprimés en vue d'appuyer les activités du corps enseignant et des édudiants. Le centre des média constituera une importante source de revenus.

e. Centre informatique. Le projet mettra en place un centre informatique pour enseignements en salles et formation en informatique.

Cet extrant devra fournir les principaux matériaux de références et le soutien matériel nécessaire à des programmes vitaux en matière d'éducation, de recherche et de vulgarisation.

IV. INTRANTS DU PROJET

Le total des coûts pour toute la durée du projet est estimé à 24 455 000 dollars. La contribution de l'AID s'élèvera à environ 61 % de ce total. La contribution du GRC s'élèvera à environ 28% et celles des autres bailleurs de fonds à environ 11%. Les contributions respectives des diverses parties pendant la durée du projet sont indiquées en détail ci-dessous. Elles figurent également dans le plan financier ci-joint.

Best Available Copy

A. Subvention de l'AID 15 000 000 de dollars

La subvention de l'AID servira à financer (a) un contrat d'assistance technique, (b) des programmes de formations aux Etat-Unis, dans d'autres pays et au Cameroun, (3) l'achat de biens d'équipement et (4) la réfection et le réaménagement de divers bâtiments sur le campus inférieur. Ces quatre utilisations sont présentées plus en détail ci-dessous.

1. Assistance technique (8 605 000 dollars)

L'Université de Floride et l'Univerité d'Agriculture et de Mécanique de Floride (UF/FAMU) fourniront une assistance technique et mettront en oeuvre le projet Enseignement Agricole (phase II) au niveau général, selon la méthode de l'assistance en collaboration. L'UF/FAMU fournira (a) une assistance programmatique et administrative à long et à court termes au directeur général et aux autres administrateurs principaux du programme, y compris les chefs de département et leurs enseignants, (b) une assistance technique à diverses unités d'appui du CUD, y compris la bibliothèque, les services d'entretien, la ferme du campus, les centres informatique et des média, les stations, ainsi qu'une assistance technique en matière de gestion financière, (c) aidera au développement de la recherche et de la vulgarisation, et au développement du programme académique en vue de satisfaire aux besoins du secteur privé, et (d) revalorisera le corps enseignant et l'administration par la gestion de la composante formation des participants.

Une assistance technique à long terme sera fournie pour aider les administrateurs récemment nommés à développer la recherche et la vulgarisation au CUD. Ceci réduira le nombre d'assistants de neuf à quatre en six ans, étant donné que les administrateurs, le coprs enseignant et le personnel camerounais seront de plus en plus aptes à gérer les programmes du CUD de manière autonome.

En plus des conseillers à long terme, il sera fait de plus en plus recours à des consultants à court terme revenant périodiquement pendant les six années du projet.

L'équipe d'assistance technique comprendra les personnes suivantes :

a. Conseiller Technique, Administratif et Pédagogique Principal (72 mois/personne)

Cette personne servira de chef d'équipe du groupe d'assistance technique et travaillera en étroite collaboration avec le Directeur Général du CUD. Le chef d'équipe assumera la responsabilité globale de la mise en oeuvre du contrat d'assistance technique, et aura qualité de porte-parole du contractant et de lien entre le contractant, l'USAID et le CUD. En tant que chef d'équipe, il aura également la charge de la supervision

Best Available Copy

technique du projet, de tous ses aspects administratifs et logistiques, des performances des autres membres de l'équipe, des besoins financiers en matière d'assistance technique, de la préparation des rapports exigés et des activités de l'équipe d'assistance technique. Il conseillera le Directeur Général sur l'amélioration globale du Centre Universitaire et, plus spécifiquement, sur les programmes académiques ainsi que sur les aspect administratifs et de gestion du CUD. Il fournira également des conseils sur les programmes d'enseignement (y compris la mise en place d'un système de feed back à l'intention de la clientèle du CUD), sur l'administration académique, et sur toutes les infrastuctures d'appui (centre des média, centre de ressources pédagogiques et bibliothèque) et sur la formation des participants (à court et à long termes).

b. Gestionnaire commercial (72 mois/personne)

Ce responsable administrera les activités quotidiennes de l'UF/FAMU et sera responsable de l'acquisition des biens d'équipement ainsi que des fournitures, de la supervision du personnel du projet (à l'exclusion des conseillers techniques), de la gestion des contrats de logement, des expéditions, des formalités douanières, du magasinage, des besoins logistiques de l'équipe et des contrôles financiers. En outre, il enseignera la gestion dans le cadre d'un certain nombre de cours et aidera l'administration du CUD à mettre en oeuvre et à améliorer le nouveau système financier et de gestion. Il aura pour homologues deux assistants camerounais au bureau de l'UF/FAMU, le Secrétaire Général du CUD, le Chef de Service des Affaires Financières et le Chef de Service des Affaires Administratives.

c. Conseiller en recherche et vulgarisation (48 mois/personne)

Le conseiller en recherche et vulgarisation aidera le CUD à travailler avec d'autres institutions nationales à la définition des besoins du Cameroun en matière de recherche et à la formulation et la mise en oeuvre d'une stratégie exhaustice de vulgarisation. Il travaillera également avec ses homologues, de manière quotidienne, à l'amélioration de la gestion de la recherche et de la vulgarisation, et au développement des fermes servant à la recherche, à l'expérimentation et aux démonstrations. Il aura pour homologues le Chef de la Recherche et de la Vulgarisation et le Chef des Adfaires Académiques.

Best Available Copy

d. Conseiller en économie et politiques agricoles (30 mois/personne)

Le conseiller en économie et politiques agricoles veillera à ce que le CUD soit doté d'une capacité d'analyse. Le Département d'Analyses Agricoles assumera le premier rôle dans ce travail, et les Départements de la Foresterie, du Développement Rural, et du ingénierie se joindront à lui plus tard. Plus spécifiquement, le Conseiller Economique aidera le CUD à formuler des politiques de recherche, à identifier des domaines de recherche et à fournir des conseils qoutidiens pour la réalisation des objectifs de la recherche, en enseignant un ou deux cours sur l'analyse des politiques aux enseignants ainsi qu'aux étudiants et en dirigeant l'élaboration et la publication de documents relatifs aux options de politiques. Ses homologues seront le Chef du Département d'Economie Rurale et le Chef des Affaires Académiques.

e. Conseiller en ingénierie agricole (12 mois/personne)

Ce conseiller développera le nouveau département du génie agricole en révisant le programme académique pour y inclure la technologie agricole et d'autres études interdisciplinaires. Il développera aussi les capacités de recherche et de vulgarisation du dépertement, intégrera la rechereche et la vulgarisation au sein de la composante enseignement, élaborera les travaux pratiques pertinents sur la technologie rurale, et travaillera en collaboration avec le Conseiller en recherche et vulgarisation à l'amenagement de la ferme du campus. Ses homologues seront le Chef de la recherche et de la vulgarisation, le Chef des Affaires Académiques, et le Chef du Département de Génie Agricole.

f. Conseiller en maintenance (24 mois/personne)

Cette personne fournira des conseils techniques sur la maintenance des nouvelles infrastuctures acquises au titre de la Phase II (bâtiments de la Banque Mondiale et de l'AID) pour un montant d'environ 35 000 000 de dollars, et du campus d'en bas pour doter le CUD d'une forte capacité de maintenance. Cette personne mettra en oeuvre un plan global de maintenance comprennant un calendrier de formation pour le personnel de maintenance, l'informatisation de l'inventaire, de la programmation et de la planification de la maintenance, la création d'un conseil consultatif externe, et la fourniture de l'assistance technique à court et long termes. Ses homologues seront le Directeur Général, le Chef de la Maintenance et l'Adjoint au Chef de la Maintenance.

g. Conseiller Bibliothécaire/Recherchiste (24 mois/personne)

Cette personne travaillera à l'installation d'un système bibliothécaire informatisé dans la nouvelle bibliothèque (qui devra être achevée à l'été 1991) et coordonnera le transfert de l'ancienne structure provisoire à la nouvelle. Ses homologues seront le Chef de la Bibliothèque, le Chef des Affaires Académiques, et le Chef de la Recherche et de la Vulgarisation.

Best Available Copy

Q 1261 41

h. Conseiller en Informatique (72 mois/personne)

Cette personne supervisera le volet informatisation du nouveau système de gestion financière et du sytème de la gestion de l'information en cour de réalisation conformément aux recommendations contenues dans le rapport Koor et Mure. Elle formera le personnel du CUD dans l'utilisation des systèmes et fournira une assistance quotidienne dans le perfectionnement desdits systèmes. En outre, ce conseiller aidera à la satisfaction des besoins et à l'entretien de l'équipment du laboratoire informatique du CUD (utilisé pour la formation des étudiants et des enseignants, ainsi que pour la formation payante des populations locales). Une assistance sera aussi fournie pour l'instauration de procédures informatisées d'inscription, pour la programmation des cours, et pour l'élaboration d'un système de promotion des capacités d'analyse de politiques à Dschang. Ses homologues seront le Secrétaire Général du Centre Universitaire, le Chef de l'Administration, le Directeur de l'INADER, et le Chef de la Recherche et de la Vulgarisation.

i. Conseiller en Gestion Financière (60 mois/personne)

Il travaillera en étroite collaboration avec les autres conseillers et l'administration de l'Université à l'élaboration et à la mise en oeuvre de systèmes améliorés et intégrés de gestion administrative et financière. Ses homologues seront le Secrétaire Général de l'Université, le Chef des Affaires Financières, le Chef des Affaires Administratives et le Secrétaire Général de l'INADER.

En plus des conseillers à long terme, sept techniciens à court terme déjà identifiés (retenus périodiquement) ainsi que plusieurs autres techniciens à identifier pendant la mise en oeuvre du projet, seront retenus pour environ 67 mois/personne. Ils fourniront l'expertise dans les domaines qui ne demandent pas la présence permanente des spécialistes mais qui nécessitent un suivi technique de temps à autres.

Formation (2 193 000 $)

Une formation au niveau des études supérieures aux Etats-Unis ou dans un pays tiers (en tant que de besoin) est prévue pour 18 personnes et pour un total de 55 années/personne. 12 membres du corps enseignants seront soigneusement choisis dans les pricipaux domaines devant être renforcés ainsi que 6 responsables de l'administration ayant besoin d'une formation spécialisée. Une formation sans attribution de diplômes sera également fournie pour les principaux services d'appui. De plus, une formation sur place pour l'acquisition d'aptitudes spéciales sera donnée à 100 personnes des services d'appui pour un total d'environ 70 mois/personne.

Best Available Copy

3. Amélioration des programmes et des installations (1 075 000 $)

Aucun projet important de construction ne sera entrepris au titre de l'AEP II, sauf quelques petits bâtiments techniques sur la ferme de démonstration et de recherche du campus. Toutefois, l'AEP II fournira des fonds pour la réaménagement des anciens immeubles du campus d en bas et pour des projets de recherche et un prototype de programme de vulgarisation.

4. Biens d'équipement (1 660 000 $)

Les biens et équipements seront fournis pour les dortoires, la bibliothèque, les salles de classe, les laboratoires et les bureaux des enseignants, qui devront être prêts en août 1991. Plusieurs nouveaux véhicules pour l'équipe d'assistance technique quelques équipements agricoles et des machines de bureaux seront également achetés.

5. Evaluation et Vérification (240 000 $)

6. Etudes spéciales (60 000 $)

7. Inflation et Imprévus (6 708 000 $)

B. GRC 6 708 000 $

La totalité du budget du CUD et les infrastructures du campus constituent des ressources indirectes pour la mise en oeuvre du projet. Les intrants spécifiquement attribués à la réalisation du projet figurent dans le budget ci-dessous :

- Personnel	2 407 000
- Infrastructure	1 396 000
- Formation	1 503 000
- Fonctionnement	1 [illegible]02 000
Contribution totale du GRC	6 708 000 $

C. Autres Bailleurs de Fonds 2 747 000 $

Bien que la France, la Belgique et les Pays-Bas ne soient pas officiellement partenaires au projet, ces trois pays participeront aux activités liées ou effectuées sur le CUD pour renforcer l'assistance fournie par l'AID. La France fournit dix conseillers/enseignants/chercheurs, et plusieurs enseignants du CUD suivront une formation à court terme en France au titre de la Phase II du programme. La France fournira également quelques équipements pour soutenir son programme de formation.

Best Available Copy

En outre, entre trois et six agronomes belges seront fournis par la Belgique pour le développement du CUD. Ces personnes seront essentiellement employées à l'enseignement et à la recherche, particulièrement dans les domaines des sols, de la protection des végétaux et des sciences animales. Pendant la période couverte par l'AEP II, le Gouvernement Belge financera la formation, en vue de l'acquisition de diplômes, de quatre enseignants et de quatre à six techniciens de laboratoire. L'assistance technique, la formation des enseignants et la contribution des Belges au fonctionnement du CUD constituent un appui direct à la réalisation des objectifs de l'AEP II. La Belgique pourrait également fournir des infrastructures dont la nature reste à préciser et qui ont été reportées au cours de la Phase I.

Les Pays-Bas formeront deux membres du corps enseignant à l'Université de Lyden, dont un en écologie et l'autre en foresterie/environnement. Ces deux personnes reviendront se joindre au corps enseignant du CUD à mi-parcours de l'AEP II. Les Pays-Bas fournissent également des volontaires pour participer à la recherche à la station de Maroua.

V. MISE EN OEUVRE

A. Assistance en Collaboration

Ce projet sera réalisé selon la méthode d'Assistance en Collaboration (Manuel 14 de l'AID, Annexe H), qui prévoit une étroite collaboration en partenariat entre le CUD, l'USAID et l'UF/FAMU. A ce titre, les réalisateurs du projet bénéficient d'une large marge de manoeuvre. La mise en oeuvre du projet s'effectue sur la base de consensus entre les trois parties exécutantes.

B. Responsabilités du Gouvernement du Cameroun

Les institutions ci-dessous seront chargées de l'administration du projet.

1. Le Centre Universitaire de Dschang (CUD)

Le CUD sera le principal organisme d'exécution du projet. Il sera chargé du fonctionnement quotidien du Centre Universitaire, y compris le déroulement de son programme académique, la formation de son personnel sur le tas, et le fonctionnement général des installations unversitaires. Il sera également responsable du recrutement du personnel du CUD, de la désignation des candidats en vue d'une formation à long terme (avec le concours et l'approbation de l'équipe d'assistance technique) sous réserve qu'ils travaillent pendant cinq ans au CUD après leur formation. L'université sera de plus en plus responsable de la préparation des documents d'achats des biens américains et étrangers, ainsi que de l'achat de biens et produits locaux au titre du projet, ainsi que du dédouanement des biens et de leur transport au campus. Le CUD sera responsable du suivi et de l'évaluation de tous les volets du projet.

Best Available Copy Best Available Copy

2. MESIRES, IRA ET IRZ

La Direction de l'Enseignement Supérieur du MESIRES sera chargée du suivi du projet et participera à sept (7) évaluations. Le MESIRES, l'IRA et l'IRZ collaboreront avec le CUD à l'identification des principaux besoins en recherche et programmes de vulgarisation, à l'élaboration des modifications des programmes académiques, ainsi qu'aux ajustements visant à améliorer la pertinence du programme du CUD face aux besoins nationaux urgents.

3. MINAGRI

Le MINAGRI aidera le CUD à déterminer les principaux besoins en matière de programme de vulgarisation, ainsi que d'autres besoins du GRC et du secteur agricole, y compris la recherche et l'analyse des politiques.

4. MINEPIA

Le MINEPIA aidera le CUD à déterminer les principaux besoins dans le cadre de son programme de vulgarisation dans les domaines de l'élevage, des pêches et des industries animales.

5. MINASCOF

Le MINASCOF aidera le CUD à déterminer les besoins dans le cadre de son programme "Femmes et Développement" (WID), et dans le cadre des activités visant à impliquer les femmes et les jeunes dans le secteur agricole, ainsi qu'à élaborer des programmes pour répondre à ces besoins.

C. USAID

L'USAID supervisera toutes les activités des contractants et fournira un appui limité pour la formation et l'achat des biens d'équipement. L'USAID sera également chargée du suivi et de l'évaluation de l'équipe d'assistance technique au projet.

D. UF/FAMU

L'UF/FAMU fournira l'assistance technique, gérera le programme de formation des participants, supervisera les rénovations et le réaménagement, et s'occupera des achats de biens d'équipements aux Etats-Unis. Il sera également chargé : (1) de fournir des services consultatifs administratifs et académiques au Directeur Général, aux autres principaux responsables, et aux Chefs de Divisions et de Départements; (2) de fournir des services techniques consultatifs de vulgarisation aux responsables de la recherche et de la vulgarisation; (3) de donner des conseils sur l'adaptation du programme scolaire aux exigences du développement au Cameroun; et (4) de perfectionner le corps enseignant et les programmes de formation. Le travail consultatif de l'UF/FAMU couvrira tous les volets de l'enseignement, de la recherche et de la vulgarisation. Les membres de l'équipe UF/FAMU auront qualité d'agents du contractant dans le cadre de sa collaboration avec le CUD, le Chef d'équipe étant le porte-parole des universités et du groupe d'assistance technique.

Best Available Copy

VI. SUIVI ET EVALUATION DU PROJET

La méthode d'assistance en collaboration, tout comme au cours de la Phase I, a été utilisée pour l'élaboration de l'AEP II et sera aussi utilisée pour la mise en oeuvre. Cette méthode prévoit une collaboration étroite entre les responsables du pays hôte, l'USAID et le Contractant dans l'élaboration et la mise en oeuvre de l'assistance technique au projet. L'objectif de la méthode d'assistance en collaboration est de maximiser et de faire bon usage des aptitudes et ressources particulières du pays hôte, du contractant et de l'USAID pour atteindre le but et les objectifs du projet.

Dans le cadre de la méthode d'assistance en collaboration et pendant les six ans que durera le programme, il sera réalisé une évaluation permanente de la gestion globale du projet et une évaluation du but, des objectifs, des réalisations et des stratégies de mise en oeuvre du projet. Le programme de suivi et d'évaluation globale du projet se fera en trois étapes réparties sur la durée du projet.

A. Des examens et des évaluations trimestriels des progrès accomplis seront effectués conjointement par l'équipe d'assistance technique, le CUD et l'USAID. L'examen utilisera les rapports mensuels du projet pour le trimestre concerné. Ces examens viseront à identifier les faiblesses et les points forts des approches opérationnelles et à déterminer les éventuels changements de stratégies dans des domaines où se manifestent des carences.

B. Un examen et une évaluation annuels des réalisations du projet au regard des objectifs et but du projet auront lieu à chaque anniversaire du projet. Cette réunion sera programmée de façon à permettre à l'USAID de recueillir de l'information pour son rapport d'Evaluation de l'Impact du Programme. Les parties concernées sont l'équipe d'assistance technique au projet, le CUD et l'USAID. Conformément à la méthode d'assistance en collaboration, les stratégies de mise en oeuvre du projet, les plans de travail et les budgets pour l'année à venir seront soigneusement examinés et des modifications y seront apportées si nécessaire. En même temps, un plan de travail pour l'année suivante sera discuté, développé et approuvé. Le plan de travail comportera la description des activités et leur raison d'être, les agents d'exécution, les délais et les objectifs.

Best Available Copy

Ce faisant la nécessité d'avoir de nouveaux intrants sous forme de personnel, de matériel et de ressources sera examinée.

C. Une évaluation approfondie sera effectuée à la fin de la troisième et de la cinquième année. Cette évaluation sera effectuée par des évaluateurs externes des Etats-Unis et des pays du Tiers-Monde, si nécessaire, et par des Camerounais compétents. Le financement de cette activité est prévue dans le budget du projet.

Dans le cadre de la méthode d'assistance en collaboration, les exécutants du projet mettront plus grand accent sur l'utilisation des évaluations sus-mentionnées pour définir les ajustements à apportés aux plans et calendriers de mise en oeuvre du projet. L'évaluation permanente des activités sera coordonnée par le Directeur Général du CUD et le Chef d'équipe de l'assistance technique. Chaque activité du projet sera évaluée en fonction de ses buts spécifiques, des extrants, et des intrants, dans leurs rapports avec les objectifs des activités et tels que modifiés lors de l'examen annuel. De plus, l'évaluation indépendante de tout le programme mettra un accent particulier sur les progrès accomplis dans la réalisation du but et des objectifs du projet, ainsi que sur l'efficacité de la gestion globale du programme.

Best Available Copy

TABLEAU 1 : CONTRIBUTION FINANCIERE DE L'AID
(en milliers de dollars)

Type d'assistance	Année 1	2	3	4	5	6	Total
Assistance technique	1 432	1 273	1 357	1 896	1 740	1 207	8 905
Formation	118	355	441	544	439	296	2 193
Biens d'équipements	300	280	300	295	260	225	1 660
Réfections	150	225	245	200	160	95	1 075
Evaluation et Audit	0	0	90	90	60	0	240
Etudes spéciales	0	20	20	20	0	0	60
Inflation (6%)	0	134	167	217	200	149	867
Total	2 000	2 287	2 620	3 262	2 859	1 972	15 000

TABLEAU 2 : CONTRIBUTION FINANCIERE ET EN NATURE DU GRC
(en milliers de dollars)

Type d'assistance	Ammée 1	2	3	4	5	6	Total
Personnel							
Administration	105	110	116	122	128	134	714
Corps Enseignant	240	252	265	278	292	306	1 632
Employés	9	9	10	10	11	11	61
Infrastructures							
Campus	70	100	100	100	00	100	570
Ferme expérimentale		50	75	100	05		330
Terrain		95	75	195	05		470
Véhicule/fournitures	236						236
Formation							
Billets d'avion (LT)	15	19	33				67
Bagages (LT)		5	10	17	11		43
Salaires locaux	101	164	384	361	260	109	1 379
Assurance (ST)	2	4	3	2	2	1	14
Fonctionnement							
Conseilleren Maintenance	3	3	4	9	11	14	44
Fret dans le pays	10	2	2	4	3	4	25
Véhicules	70	65	65	60	55	50	365
Inflation 15 % de B, C & D	75	86	149	193	171	84	758
Total	936	964	1 291	1 451	12 254	813	6 708

TABLEAU 3 : CONTRIBUTION FINANCIERE D'AUTRES BAILLEURS DE FONDS
(en milliers de dollars)

Type d'assistance	Année 1	2	3	4	5	6	Total
France							
Assistance technique	100	110	120	125			455
Formation (diplômes)	30	30	30	30	30	30	180
Equipement	49	50	49				148
Soutien	10	11	12	13	14	15	75
	189	201	211	168	44	45	858
Belgique							
Assistance technique	200	220	175	140	100	100	935
Formation (diplômes)	75	75	45	45	35	35	310
Equipement	78	78					156
Soutien	20	22	17	14	10	10	93
	373	395	237	199	145	145	1 494
Pays-Bas							
Assistance technique	60	65	70	88			275
Formation (diplômes)	30	30	30	30			120
	90	95	100	118			395
Total	652	691	548	477	189	190	2 747

Best Available Cop.

Best Available Cop.

TABLEAU 4 : COUT TOTAL DES INTRANTS ET EXTRANTS
(en milliers de dollars)

Intrants	Extrants				
Source de Financement	Programmes Professionnels	Systèmes de Gestion	Systèmes d'appui	Total	$ &
SUBVENTION DE L'USAID					
Assistance technique	5 645	1 785	1 475	8 905	
Formation	1 763	280	150	2 193	
Biens d'équipements	510	100	1 050	1 660	
Infrastruc. & programme	730		345	1 075	
Evaluation et Audit	80	80	80	240	
Etudes spéciales	60			60	
Inflation	600	150	117	867	
Sous-Total	9 388	2 395	3 217	15 000	61
GRC					
Personnel	2 050	152	205	2 407	
Infraastructures	1 186		420	1 606	
Formation	1 503			1 503	
Fonctionnement	250	100	84	434	
Inflation	619	40	99	758	
Sous-Total	5 608	292	808	6 708	28
Autres bailleurs de fonds					
Assistance technique	1 240	425		1 665	
Formation (diplômes)	610			610	
Equipement	304			304	
Fonctionnement	168			168	
Sous-Total	2 322	425		2 747	1
Total	17 258	3 112	4 025	24 455	100

Best Available Cop

Best Available Copy